

Département des Hautes-Alpes
Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Mardi 14 décembre 2004 à 20 h 30

Convocation du 7 décembre 2004

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux, en exercice, Mesdames et Messieurs : Bonnardel Alain, Clément Jean-Luc, Cornil Jean-Marc, Duc Serge, Fernandez Vincent, Gabanou Agnès, Galmiche Françoise, Ligozat Jeannin, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Paul Claude, Pelloux Suzanne, Raizin Stéphane.

Absent : André Garcin

Absent excusé : Sabine Luszczyński ayant donné procuration à Alain Bonnardel

Présents : 13 Votants : 14

Secrétaire de séance : Stéphane Raizin

Ordre du jour :

- ✍ Recensement janvier 2005 : désignation des agents recenseurs
- ✍ Taxe professionnelle unique (dossier consultable en mairie)
- ✍ Transfert de compétence CCTB « création, aménagement et gestion d'une fourrière automobile »
- ✍ Précision des statuts CCTB
- ✍ Contrat temps libre avec la caisse d'allocations familiales
- ✍ Traverse du village (projet)
- ✍ Ferme relais des Guérins :
 - Contrat architectural chambre d'agriculture*
 - Convention de partenariat avec les organismes professionnels agricoles*
 - Contrat de maîtrise d'œuvre*
- ✍ Maison Ligozat
 - DGE programme 2005 et financement PLUS*
- ✍ Questions diverses

Le maire remercie les membres présents et ouvre la séance, dernière de l'année.

Puis il donne la parole à Jacques Michalinoff afin de présenter la TPU (Taxe professionnelle unique.)

La Taxe Professionnelle Unique :

La TPU correspond à une spécialisation des impôts avec une répartition de la fiscalité sur le territoire de la CCTB : la CCTB perçoit la totalité de la taxe professionnelle, les communes perçoivent la totalité des taxes ménages (TH et TF), la mise en place de la TPU est financièrement neutre pour les communes par le biais d'une compensation, enfin elle permet une augmentation non négligeable de la DGF versée à la CCTB.

Son but principal est la mise en place d'une politique forte et cohérente pour le territoire en terme de développement économique et permet d'éviter la mise en concurrence des communes d'un même territoire.

Aucun vote préalable des conseils municipaux n'est nécessaire pour cette décision qui appartient à la CCTB.

Au sein du conseil municipal, les avis sont partagés quant à la mise en place de cette mesure.

Recensement janvier 2005 : désignation des agents recenseurs :

Rappel des opérations de recensement par Michel Meunier, conseiller municipal, coordonnateur communal de l'enquête de recensement.

Les agents recenseurs sont désignés et nommés par le Maire (pouvoir propre en matière de recrutement), le conseil municipal n'intervient que pour l'autoriser à signer les arrêtés de recrutement et inscrire les dépenses au budget prévisionnel.

Cependant, compte tenu des observations faites par certains conseillers, la désignation des agents se fera de façon démocratique par vote à bulletin secret, 6 candidats se sont proposés, soit : M.Mme Lucette Faure, Hervé Menu, Philippe Charles, Elodie Galmiche, Agnès Ricard, Eric Gerbaud

Avant de procéder au vote, M. Meunier rappelle que les agents recenseurs devront faire preuve de capacités relationnelles, d'une bonne moralité, de neutralité, de confidentialité et de discrétion ; ils devront être stables dans la fonction (accomplir leur tâche durant toute la durée de la campagne) et être très disponible, enfin plutôt avoir des besoins économiques puisqu'une indemnité d'environ 560 € (+ 40€ de frais de déplacement) leur sera allouée.

Vote à bulletin secret : Elodie Galmiche et Eric Gerbaud sont désignés

Transfert de compétence CCTB « création, aménagement et gestion d'une fourrière automobile »

Il s'agit d'une délégation de service public, de la CCTB auprès d'un garage privé. Aucun coût pour la collectivité, la gendarmerie aidera les communes à faire enlever les véhicules gênants sur le domaine public, le garage ayant délégation se rémunérera aux frais de garde et d'enlèvement auprès du propriétaire du véhicule.

En cas d'épave, le garage en fera son affaire. Reste le problème d'épaves abandonnées sur les propriétés privées... cependant, aucune intervention n'est possible.

Vote : 5 abstentions / 9 voix pour

Précision des statuts CCTB :

Certains articles des statuts doivent être modifiés afin de pouvoir être éligible à la dotation d'intercommunalité (DGF bonifiée) ; des précisions sont apportées en matière d'aménagement de l'espace communautaire, de développement économique, de gestion des déchets et de logement.

Vote : 3 abstentions / 11 voix pour

✍ **Contrat temps libre avec la caisse d'allocations familiales :**

Le Maire expose qu'un contrat doit être signé avec la CAF pour permettre le financement par cet organisme des activités « jeunesse » réalisées sur le territoire de la CCTB, pendant les 3 prochaines années. La CAF souhaite que, dans un souci de cohérence territoriale, toutes les collectivités de la CCTB signent le contrat ; ce contrat concerne les activités du CLSH de la CCTB et les actions en faveur des jeunes, autres qu'en CLSH (temps libre).

Vote : adopté à l'unanimité

✍ **Traverse du village (projet) :**

Le maire retire ce sujet de l'ordre du jour, le projet n'ayant pas encore été communiqué par les services extérieurs.

✍ **Ferme relais des Guérins :**

Contrat architectural chambre d'agriculture :

Il s'agit d'une prestation spécifique, la construction d'un bâtiment agricole ; le service bati-conseil de la chambre d'agriculture étant le plus compétent, a été désigné pour le projet, sa prestation est de 5346 €HT et comprend les études préliminaires, l'avant projet et le dossier de permis de construire (obtenu en novembre).

Convention de partenariat avec les organismes professionnels agricoles :

M. le maire expose au conseil les différentes démarches effectuées auprès des organisations professionnelles agricoles pour différentes actions dans le cadre de la création de la ferme communale des guérins, le montant des rémunérations s'élèvent à :

PDI (Programme départemental d'installation)	2000 €
Chambre d'agriculture	1750 €
ADASEA (Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles)	1750 €

Ces prestations seront prises en charge dans le montant global du projet .

V. Fernandez demande quelles ont été ces prestations ?

La chambre d'agriculture a fait l'expertise des terrains

L 'ADASEA a recensé les candidats potentiels au niveau national

Le PDI a monté le projet d'installation.

Ces prestations, désormais, sont dûes, *vote : Adopté à l'unanimité*

Contrat de maîtrise d'œuvre :

M. Le maire souhaite que ce chantier soit suivi par un architecte pour une prise en charge de la responsabilité en garantie décennale (projet d'exécution, suivi du chantier : terrassement, soubassement et mise en place du bâtiment à ossature bois).

C. Paul pense que les constructeurs de bâtiments agricoles sont couverts en garantie décennale et devraient pouvoir assurer la coordination des différents corps d'état.

La commission d'urbanisme se réunira pour y réfléchir.

✍ **Maison Ligozat**

DGE programme 2005 et financement PLUS :

Le projet de réhabilitation de la maison Ligozat a fait l'objet d'une demande de financement d'état au titre de la convention PLUS qui couvre seulement 4.6% du coût du projet, ainsi qu'une dotation de la Région à hauteur de 12 %.

L'étude financière du projet fait apparaître une opération déficitaire par rapport au loyer pratiqué (inférieur au loyer d'équilibre).

M. Le maire propose qu'une demande de financement complémentaire soit déposée auprès des services préfectoraux au titre de la DGE 2005, à hauteur de 60 %.

Jacques Michalinoff rappelle qu'il s'opposera à la réalisation du projet si les financements n'atteignent pas 80 %.

Vote : adopté à l'unanimité.

Questions diverses :

PVR Participations pour voirie et réseaux sur un territoire communal :

Le code de l'urbanisme autorise de mettre à charge des propriétaires les coûts de construction des voies nouvelles et aménagement des voies existantes, ainsi que l'établissement ou adaptation des réseaux (sauf le gaz), même anciens, réalisés pour permettre l'implantation de nouvelles constructions.

A l'unanimité, le conseil municipal décide d'instituer cette participation.

Assignation devant le TGI :

Mme Stassi, déboutée devant le tribunal administratif, a déposé un recours devant le TGI de Gap afin d'obtenir un droit d'eau pour alimenter son cabanon de vignes.

Instruction affaire Bruyant :

Ce lotisseur devra présenter un schéma d'aménagement au conseil municipal, avant de faire instruire le permis de lotir qui ne sera autorisé qu'après réalisation des travaux de renforcement du réseau d'eau.

Salle des 2 Céüze et salles communales :

Son utilisation répétée donne parfois lieu à des dégradations, pas toujours prises en charge par les assurances des utilisateurs. Afin d'éviter ces désagréments et la mise en route de procédures judiciaires, il serait souhaitable de demander à toutes les associations à but non lucratif utilisatrices de la salle, même à titre gratuit, le versement d'une caution de 300 € ainsi que copie de l'attestation d'assurance en responsabilité civile en cours de validité.

Il est recommandé au responsable de la salle d'effectuer méticuleusement l'état des lieux d'entrée et de sortie, en présence de l'utilisateur.

Adopté à l'unanimité, le règlement d'utilisation des salles communales sera modifié dans ce sens (voir annexe). Un courrier sera adressé à toutes les associations qui utilisent les salles communales.

A. Gabanou précise que la salle n'est pas toujours fournie en parfait état de fonctionnement, notamment en ce qui concerne l'alimentation électrique qui semble déficiente. S. Duc, architecte du projet, intervient pour rappeler que ce dysfonctionnement est connu et que l'entreprise doit y remédier dans le cadre de la garantie décennale.

Rappel des propositions de la commission urbanisme en matière de gestion des problèmes d'AEP :

Il serait souhaitable d'organiser les restrictions dès que les niveaux baissent, informer les usagers afin qu'ils aient une attitude responsable face au problème.

Mettre en place un plan pluriannuel de recherche des fuites, dans le cadre de l'entretien courant.

Rechercher de nouvelles ressources en eau, prévoir l'intervention d'un hydrogéologue.

Fonctionnement de la station de ski :

A l'approche de la saison hivernale, A. Gabanou interroge le président de la commission « station de ski des Guérins » afin de connaître son action pour l'organisation de la nouvelle saison. A ce jour, rien n'a été fait car aucun règlement n'a été trouvé, garantissant la sécurité en cas de mise en route du grand téléski.

F. Galmiche rappelle que ce téléski qui n'a pas fonctionné depuis de nombreuses années doit faire l'objet d'une mise aux normes de sécurité importante et coûteuse (entre autre, rebobinage du moteur contrôle Véritas 2004 ^{ndlr}), et ne peut fonctionner qu'avec l'embauche d'un pisteur titulaire du CFAPSE (stage payant) que la commune ne pourra pas prendre en charge.

Le maire rappelle qu'il attend que la commission prenne en charge l'organisation de la saison, constate que la commission de sécurité n'a pas été convoquée et précise qu'il ne prendra pas la décision d'ouvrir la station tant que cette commission ne sera pas réunie pour aviser.

Il propose de renouveler les tarifs de l'année dernière et que la station fonctionne à minima comme précédemment (1 seule remontée, les mercredi, samedi et dimanche et pendant les vacances scolaires de la zone).

Questions aux conseillers municipaux :

S. Raizin souhaite que la fédération départementale d'électrification soit saisie pour une étude sur les économies d'énergie du réseau d'électrification publique et des bâtiments communaux.

Il souhaite également qu'un débat s'installe avant l'été sur l'aménagement du site de Céuze .

A. Gabanou souhaite que la cérémonie des vœux soit renouvelée et demande qu'une date soit fixée rapidement pour la faire paraître dans le prochain bulletin municipal.

J. Michalinoff rappelle aux conseillers que la distribution du bulletin municipal sera faite par les conseillers comme précédemment, par quartier.

La séance est levée à minuit.

Délibérations du Conseil municipal,

- ✍ Recensement de la population 2005 – recrutement et rémunération des agents recenseurs
- ✍ Transfert de compétence CCTB- aménagement et gestion d'une fourrière
- ✍ Précision des statuts CCTB (art. L5214-23-1 CGCT)
- ✍ Contrat temps libre avec la CAF
- ✍ Ferme relais des Guérins- convention de partenariat avec les organisations agricoles
- ✍ Ferme relais des Guérins – prestation architecturale
- ✍ Maison Ligozat / demandes de financements PLUS et DGE 2005 pour réhabilitation logement communal
- ✍ Virement de crédits : charges sociales
- ✍ Virement de crédits budget de l'eau : créances irrécupérables
- ✍ Station de ski des guérins – remboursement des frais de secours
- ✍ PVR : participation voies et réseaux sur le territoire communal

Lu et approuvé, les conseillers municipaux